Rapport sur la Table ronde Canada-Australie sur le développement économique des Autochtones et ma mission en Australie

Du 27 août au 3 septembre 2015

Par :

Dawn Madahbee
Vice-présidente
Conseil national de développement économique des Autochtones

Table des matières

A. DÉTAILS DU VOYAGE 4

B. VUE D'ENSEMBLE 4

C. RÉUNIONS AVEC DES ORGANISMES ABORIGÈNES EN AUSTRALIE 5

1) LES PARTENARIATS AVEC DES ENTREPRISES AUTOCHTONES DE JAWUN 5
2) LE SERVICE D'EMPLOI ABORIGÈNE YARN'N 6
3) RECONCILIATION AUSTRALIA 7
4) LE CONSEIL CONSULTATIF ABORIGÈNE DU PREMIER MINISTRE AUSTRALIEN 10
5) LE CONSUL GÉNÉRAL DU CANADA 11
6) INDIGENOUS BUSINESS AUSTRALIA 12
7) L'INSTITUT DE BATCHELOR 14

D. TABLE RONDE CANADA-AUSTRALIE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES AUTOCHTONES 15

E. RÉSUMÉ 18

ANNEXE A 19

LE CONSEIL NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES AUTOCHTONES

Établi en 1990, le Conseil national de développement économique des Autochtones (CNDEA) est un organisme dont les membres sont nommés par décret. Son mandat consiste à fournir au ministre des Affaires autochtones et développement du Nord Canada (AADNC) et à d'autres ministères fédéraux des conseils sur les politiques et les programmes de développement économique à l'intention des Autochtones. Composé de dirigeants du monde des affaires et des collectivités des Premières Nations, des Inuits et des Métis provenant de toutes les régions du Canada, le Conseil occupe la fonction importante d'aider le gouvernement fédéral à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des programmes économiques adaptés aux circonstances et aux besoins particuliers des Autochtones du Canada. Le Conseil sert également de lien vital entre les décideurs, les ministères fédéraux ainsi que les chefs d'entreprise et les dirigeants locaux autochtones et non autochtones.

Vous trouverez plus de renseignements sur le CNDEA, en ligne, à l'adresse suivante : **http://www.naedb-cndea.com**.

Membres du Conseil

Président : **Chef Clarence Louie, Colombie-Britannique**
Chef, Bande indienne d'Osoyoos

Vice-présidente : Dawn Madahbee, Ontario
Directrice générale, Waubetek Business Development Corporation

Membre à titre particulier : Chef David Crate, Manitoba
Chef, Nation crie de Fisher River

Membre à titre particulier : Chef Terrance Paul, Nouvelle-Écosse
Chef, Collectivité de Membertou

Darlene Bernard, Île-du-Prince-Édouard
Ancienne chef, Première Nation de Lennox Island

Hilda Broomfield Letemplier, Terre-Neuve-et-Labrador
Présidente-directrice générale, Pressure Pipe Steel Fabrication Ltd.

Marie Delorme, Ph. D., Alberta
Présidente et dirigeante principale des finances, The Imagination Group of Companies

Adam Fiddler, Ontario
Ancien chef, Première Nation de Sandy Lake

Sharon Stinson Henry, Ontario
Ancienne chef, Première Nation des Chippewas de Rama

Ruth Williams, Colombie-Britannique
Conseillère auprès des entreprises et gestionnaire de projet de Pathways to Technology, All Nations Trust Company

A. DÉTAILS DU VOYAGE

À l'invitation du haut-commissariat du Canada en Australie, j'ai participé à une table ronde sur le développement économique des Autochtones, en Australie, les 2 et 3 septembre 2015. Cet événement a été organisé par le haut-commissariat du Canada en partenariat avec l'Université Charles-Darwin située sur la côte nord de la ville portuaire de Darwin, Territoire du Nord de l'Australie. La ville de Darwin est officiellement reconnue comme étant le territoire traditionnel du peuple Larrakia.

Avant la table ronde, j'ai assisté à des réunions organisées par le Secrétariat du Conseil national de développement économique des Autochtones avec plusieurs organismes aborigènes dans la ville de Sydney, les 27 et 28 août. J'ai également visité l'Institut Batchelor, une école dans le Territoire du Nord, où la population étudiante est principalement composée d'Aborigènes. Cette visite a eu lieu le 1er septembre.

B. VUE D'ENSEMBLE

Les peuples aborigènes de l'Australie et les insulaires du détroit de Torres préfèrent être appelés « Aborigènes », car généralement, le terme « autochtone » n'inclut pas les insulaires du détroit de Torres. Ils commencent également à définir leurs collectivités comme des « Premières Nations », comme nous le faisons au Canada. Il y a beaucoup de points communs et une forte parenté entre les Autochtones du Canada et les Aborigènes de l'Australie et les insulaires du détroit de Torres de l'Australie, situé au large de la côte sud de ce pays. Nous sommes confrontés à bon nombre d'enjeux socio-économiques semblables dont les causes remontent à notre passé de colonisation. Comme nous, les Aborigènes ont le plus faible taux d'emploi, les pires états de santé, les niveaux de pauvreté les plus élevés et de faibles taux de scolarité.

Les Aborigènes de l'Australie ont l'impression que la situation des peuples autochtones du Canada est beaucoup plus avancée que la leur, mais, à certains égards, ce n'est pas toujours le cas. En Australie, des initiatives intéressantes et progressistes reconnaissent l'important patrimoine et la place légitime des premiers habitants de ce pays.

Bien que la situation dans les deux pays ait certains points en commun, il y a des différences notables, par exemple les Aborigènes n'ont pas signé de traités et il n'y a pas de « réserves » comme c'est le cas au Canada. Ils ont bien leurs propres collectivités et villages, dont certains sont très éloignés, mais les frontières territoriales sont floues. Les collectivités sont généralement dirigées par des anciens.

Ils ont également gagné certains procès importants ces derniers temps, ce qui a eu pour résultat que des parcelles de terrain ont été accordées à diverses tribus. Des administrations sont établies sur ces parcelles de terres ancestrales.

En Australie, il n'y a pas de registre national qui définit les notions d' « aborigène inscrit » et de « Première Nation ». Les Aborigènes ont de la difficulté à déterminer qui est un membre de leur tribu, ce qui est en partie attribuable à ce qu'on appelle « les générations volées », épisode tragique de leur histoire où les enfants aborigènes ont été retirés de force de leur foyer et village entre 1910 et 1970. À plusieurs reprises, on a tenté d'inclure les « Aborigènes » dans la Constitution du pays, mais il n'y a encore aucune reconnaissance officielle des Aborigènes dans la Constitution.

Il importe de mentionner que le nom de « Noel Pearson », chef aborigène et auteur de plusieurs essais

et livres sur les Aborigènes, revenait constamment lors des réunions auxquelles j'ai assisté. Il a écrit les essais « Our Right to Take Responsibility » (Notre droit à assumer notre responsabilité ») et « Rightful Place : Race, Recognition and a More Complete Commonwealth » (Une place légitime : la race, la reconnaissance et un Commonwealth plus complet »). Nous pourrions envisager la possibilité d'inviter cette personne très respectée au Canada comme conférencier.

C. RÉUNIONS AVEC DES ORGANISMES ABORIGÈNES EN AUSTRALIE

Les 27 et 28 août, j'ai rencontré divers organismes aborigènes, dont les bureaux sont situés à Sydney, en Australie. Voici un résumé de ces réunions, qui met en évidence certains aspects intéressants de leur mandat ainsi que certains résultats de leurs travaux. À la fin de chaque résumé, j'ai proposé des recommandations de suivi.

1) LES PARTENARIATS AVEC DES ENTREPRISES AUTOCHTONES DE JAWUN

J'ai rencontré Karyn Baylis, présidente-directrice générale de Jawun. Jawun, qui signifie « ami » dans la langue des Kuku Yalanji, est un organisme sans but lucratif financé par le gouvernement, des entreprises et des intervenants philanthropiques. Mme Baylis a été membre de la haute direction et de divers conseils d'administration d'entreprises australiennes pendant de nombreuses années. Elle a commencé à travailler chez Jawun lorsque l'organisme a été fondé en 2001, et elle dirige un personnel restreint dont les bureaux ont été donnés par l'une des entreprises partenaires (Westpac). Noel Pearson est le président d'honneur de l'organisme.

La principale fonction de Jawun est de prendre des dispositions pour que des cadres intermédiaires qualifiés de grandes entreprises ou d'organismes gouvernementaux de l'Australie participent à des stages ou à des détachements de six semaines dans un organisme ou une collectivité aborigène. Le stage ou détachement comprend une session d'orientation d'une semaine (organisée par des Aborigènes) sur l'histoire, la culture et les traditions des Aborigènes où le cadre travaillera. À ce jour, plus de 2 000 personnes ont participé à cette initiative au cours des 14 dernières années. Jawun compte des directeurs régionaux qui s'occupent de régions cibles où il y a de nombreux Aborigènes et, par conséquent, des occasions d'établir des relations. Les organismes aborigènes qui souhaitent participer à l'initiative doivent présenter une demande à Jawun, qui leur trouve le partenaire sectoriel approprié.

J'ai demandé pourquoi Jawun ne procède pas autrement, c'est-à-dire inviter des stagiaires aborigènes à travailler au sein des entreprises pour acquérir de l'expérience et connaître la culture de l'entreprise. On m'a dit que, dans une grande mesure, ces détachements permettent d'établir de bonnes relations entre les entreprises et les groupes aborigènes, ce qui donne lieu à des placements de stagiaires aborigènes. Au début de l'initiative, le principal objectif était de permettre aux entreprises de l'Australie d'assumer leur responsabilité sociale et de « redonner » en aidant les Aborigènes. Or, l'initiative a aussi pour effet de permettre l'établissement de bonnes relations et une meilleure compréhension des enjeux des Aborigènes. Ces détachements sont entièrement financés par les entreprises ou sociétés, sans frais pour les organismes ou collectivités aborigènes. Le programme comporte un autre avantage, soit que les employés détachés contribuent à développer la capacité des organismes et collectivités aborigènes en participant à diverses activités : élaboration de guides des politiques et de plans stratégiques, restructuration, formation des administrateurs, formation en gestion et mentorat d'entreprise.

Le plus grand avantage de cette initiative est le fait que les employés détachés non aborigènes (souvent des cadres intermédiaires qui finiront par devenir des cadres supérieurs) comprennent mieux les enjeux et la culture des Aborigènes. Ainsi, le réseau prend de l'ampleur, de plus en plus de liens sont tissés entre les peuples aborigènes et des entreprises australiennes voient le jour grâce à Jawun. En outre, de nombreux Aborigènes peuvent désormais communiquer directement avec les dirigeants de grandes entreprises qui embauchent de plus en plus d'Aborigènes ou appuient leur embauche. Ces dirigeants adoptent d'importantes politiques et pratiques favorables aux Aborigènes dans leurs activités quotidiennes.

Jawun collabore avec le conseil d'entreprises de l'Australie à l'élaboration d'un outil national en ligne d'échange de renseignements sur l'emploi des Aborigènes (une base de données sur les ressources humaines) afin de faciliter le recrutement d'employés aborigènes possédant les compétences requises.

RECOMMANDATION : Dans le rapport *Commission de vérité et réconciliation : Appels à l'action* publié récemment au Canada, une section porte sur les entreprises et la réconciliation, où l'on souligne la nécessité d'établir des liens entre le secteur des entreprises et les Autochtones.
Dans cet esprit et compte tenu de la réussite des initiatives de Jawun, il est recommandé que le Conseil canadien pour le commerce autochtone, qui compte déjà des entreprises partenaires, ou l' Aboriginal Human Resource Council, qui compte des partenaires sectoriels, ou les deux, examinent le modèle de partenariat d'entreprises de Jawun et songent à créer un projet semblable au Canada. On suggère aussi de demander à d'autres intervenants du gouvernement, du secteur des entreprises et du secteur philanthropique d'appuyer cette initiative.

2) LE SERVICE D'EMPLOI ABORIGÈNE YARN'N

J'ai rencontré Deborah Nelson, une Aborigène qui possède l'agence de placement aborigène Yarn'n. La recherche d'emploi pour les Aborigènes passionne Deborah. Quatre-vingts pour cent de son personnel sont des Aborigènes. Yarn'n dessert principalement la ville de Sydney.

En Australie, le gouvernement fédéral a créé des agences de placement privées, qui appartiennent à des Aborigènes et qui reçoivent un incitatif financier de 6 000 $ lorsqu'elles trouvent un emploi à une personne qui garde cet emploi pendant au moins six mois. Il s'agit d'une approche différente du système canadien, où des associations de formation pour les compétences et l'emploi des Autochtones sont des organismes sans but lucratif qui financent principalement des programmes de formation.

On compte 29 agences appartenant à des Aborigènes un peu partout en Australie. Ces agences obtiennent des États (provinces) des fonds pour offrir des cours menant à l'accréditation en sécurité au travail ou manipulation des aliments, etc., et qui offrent ensuite leur propre formation sur l'éthique du travail, l'établissement d'un budget personnel, les enseignements culturels, les habiletés requises en entrevue et d'autres compétences de la vie courante. Elles prodiguent aussi des conseils et aident leurs clients à se trouver un logement, des meubles, etc. L'an

dernier, Yarn'n a trouvé un emploi à plus de 200 Aborigènes, et elle enregistre un taux de maintien en poste de 90 pour cent.

Mme Nelson a raconté l'histoire d'un Aborigène qui vivait dans les rues de Sydney. L'agence a puisé dans ses fonds pour l'aider à se loger, à payer son premier mois de loyer, à acheter un réfrigérateur, un lit et des vêtements. Elle l'a fait participer à ses programmes de formation et lui a trouvé un emploi auprès de gens qui ont le VIH-SIDA. Son passé difficile a fait de lui un homme avec beaucoup d'empathie, de compassion et de bienveillance auprès des patients avec qui il travaille. Il est devenu l'un des meilleurs employés de son milieu de travail, et il a trouvé un sens à sa vie. Cela fait maintenant trois ans et demi qu'il travaille au même endroit. Mme Nelson e a également parlé d'un autre projet où l'agence a trouvé un emploi à trois jeunes femmes aborigènes comme palefrenières pour une importante piste de courses de chevaux. Ces femmes occupent leur emploi qu'elles adorent depuis plus de deux ans. Ces agences se concentrent d'abord sur la recherche d'emplois puis sur la formation à titre d'appui, alors qu'au Canada, les agences se concentrent pour la plupart sur la formation avec l'espoir d'un placement éventuel. Il convient également de mentionner que Yarn'n communique avec Jawun concernant les possibilités d'emploi dans le cadre de son travail avec le secteur des entreprises.

RECOMMANDATION : Je crois qu'il serait très possible de créer une agence semblable à Yarn'n au Canada. Ainsi, je recommande qu'Emploi et Développement social Canada crée trois projets pilotes au Canada. Les projets pilotes devraient faire appel à un modèle d'agence de placement appartenant à des Autochtones, existant ou à créer, être fondés sur un financement incitatif et avoir pour premier but de fournir des compétences de base en demande et ensuite de trouver un emploi à des Autochtones sans emploi ou sous-employés.

3) RECONCILIATION AUSTRALIA

J'ai eu des réunions avec Karen Mundine, aborigène, directrice générale adjointe de Reconciliation Australia, et Darryl Monaghan, directeur général du programme du plan d'action pour la réconciliation.

En Australie, il n'y a pas eu de Commission de vérité et réconciliation comme au Canada. Toutefois, il y a un organisme national, indépendant et sans but lucratif, appelé « Reconciliation Australia », qui vise à faciliter la réconciliation en favorisant la création de liens, le respect et la confiance entre les Australiens en général et les peuples aborigènes et les insulaires du détroit de Torres. Cet organisme veut procéder à une recherche historique complète sur les peuples aborigènes et l'histoire coloniale. Pour le moment, il vise à inspirer tous les Australiens et à leur permettre de contribuer à la réconciliation, de briser les stéréotypes et de combattre la discrimination.

La création de Reconciliation Australia est le résultat d'une commission royale d'enquête sur la mort de prisonniers aborigènes il y a 24 ans, mais l'organisme lui-même a vu le jour il y a 15 ans seulement. La commission royale d'enquête a recommandé la mise en place d'un processus de réconciliation.

Ainsi, un groupe de 25 dirigeants aborigènes et non aborigènes font maintenant partie d'un conseil législatif chargé de surveiller cette initiative.

Ils ont eu la chance qu'un chef d'entreprise respecté de l'Australie mette au défi d'autres organismes d'intégrer la réconciliation dans leurs milieux de travail. À ce jour, des entreprises et les administrations publiques ont relevé le défi, et on compte plus de 600 plans d'action pour la réconciliation qui sont affichés sur le site Web de Reconciliation Australia. Tous les organismes participants doivent rendre compte, sur ce site Web, des progrès qu'ils ont accomplis pour atteindre leurs objectifs et réaliser les initiatives exposées dans leurs plans d'action. Reconciliation Australia doit maintenant trouver un moyen de poursuivre sur sa lancée et mener ces plans de réconciliation un peu plus loin.

L'un des nombreux exemples cités est l'initiative du service postal de l'Australie, qui a installé dans chaque bureau de poste du pays un panneau indiquant le territoire traditionnel aborigène où est établi le bureau. La publication sur le site Web des plans d'action pour la réconciliation de 600 organismes, y compris les sociétés minières, constitue une formidable source de renseignements pour l'établissement de relations entre les Autochtones, les entreprises et les gouvernements au Canada.

Reconciliation Australia élabore également un programme-cadre national que tous les États devront appliquer. Il s'agit, entre autres, de guides pour aider les enseignants à connaître, à comprendre et à apprécier les peuples aborigènes, leur culture, leur histoire et leurs traditions. Même si la formation culturelle n'est pas encore obligatoire, il existe des mesures incitatives pour les enseignants qui décident d'y participer.

Reconciliation Australia organise aussi la remise annuelle des prix de gouvernance aborigène afin de reconnaître la bonne gouvernance au sein des collectivités et des organismes aborigènes et d'en souligner l'importance. Elle a aussi publié une brochure qui décrit les « arguments économiques en faveur du changement ». La brochure contient des faits et des chiffres consignés par Deloitte Access Economics et une prévision de l'impact potentiel sur l'économie australienne en 2031 s'il n'y avait plus d'écart entre la réalité sociale et économique des Aborigènes et des autres Australiens. Entre autres prévisions, notons une augmentation de 1,15 % du PIB, qui passerait à 24 milliards de dollars, et une hausse de 11,9 milliards de dollars des budgets des gouvernements.

Les progrès réalisés en vue de la réconciliation en Australie sont tangibles. Un plus grand nombre d'emplois ont été créés pour les Aborigènes et un plus grand nombre de partenariats avec des entreprises ont été conclus. Or, la plus grande réalisation est le changement de mentalité qui est en train de se produire.

RECOMMANDATION : Dans le rapport *Commission de vérité et réconciliation : Appels à l'action*, on demande au Parlement du Canada d'adopter une loi visant la création d'un conseil national de réconciliation. Il s'agirait d'un organisme de surveillance indépendant de portée nationale, dont les membres autochtones et non autochtones seraient nommés conjointement par le gouvernement du Canada et des organismes autochtones nationaux. Il est également recommandé de travailler avec le secteur des entreprises. Le Canada peut d'ailleurs s'inspirer d'un modèle existant. Il importe de rappeler, chaque fois que cela est possible, au gouvernement du Canada ces importantes recommandations de la Commission de vérité et réconciliation. De fait, de réels progrès économiques sont plus facilement réalisables au Canada si les échanges courants entre Autochtones et non Autochtones reposent sur une véritable réconciliation.

Que le CNDEA fasse faire un rapport sur l'impact économique potentiel de l'élimination de l'écart socio-économique entre les Autochtones et les autres Canadiens.

4) LE CONSEIL CONSULTATIF ABORIGÈNE DU PREMIER MINISTRE AUSTRALIEN

J'ai rencontré Warren Mundine, président du conseil consultatif aborigène du premier ministre. Ce conseil est semblable à certains égards au Conseil national de développement économique des Autochtones, à l'exception de deux choses : 1) le conseil traite de toutes les questions aborigènes en Australie, pas seulement le développement économique et 2) le premier ministre préside toutes les réunions qui ont lieu trois fois par an.

M. Mundine parle et envoie des messages textes au premier ministre d'Australie régulièrement. Le conseil, créé en 2013, est appuyé par un secrétariat financé par le gouvernement. En parlant avec M. Mundine, j'ai constaté qu'un climat de camaraderie et de compréhension s'est établi entre le conseil et le premier ministre et les ministres de premier plan sur les questions aborigènes. Le premier ministre est mis au courant directement des recommandations du conseil et les discussions ouvertes sont privilégiées. Les représentants aborigènes peuvent faire profiter le conseil de leurs diverses connaissances dans les domaines de l'éducation, du droit, des affaires et des questions régionales. Le premier ministre inclut le conseil dans de nombreuses fonctions, et il invite M. Mundine à faire connaître le point de vue du conseil lors de nombreuses activités. Le conseil ne publie pas encore ses avis ou décisions sur son site Web, mais M. Mundine a expliqué que le conseil avait l'intention de publier ces renseignements et les travaux du conseil prochainement. Le conseil m'a remis une copie de la politique d'approvisionnement aborigène qu'il a élaborée.

RECOMMANDATION : Il est recommandé que le Conseil national de développement économique des Autochtones (CNDEA) invite le premier ministre et le ministre des Affaires autochtones et développement du Nord Canada à jouer le rôle de coprésidents du CNDEA aux côtés du président. Grâce à cette approche directe, ces derniers seraient renseignés tôt des solutions et des orientations que les Autochtones du Canada désirent prendre.

RECOMMANDATION : M. Mundine et moi avons aussi parlé de la possibilité de demander à nos gouvernements respectifs d'appuyer la création d'un sommet économique des peuples autochtones et aborigènes lors des forums de la Coopération économique Asie-Pacifique pour permettre à ces deux peuples d'échanger sur des initiatives économiques et peut-être établir des partenariats internationaux. Il est recommandé que le CNDEA présente cette recommandation au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

5) LE CONSUL GÉNÉRAL DU CANADA

J'ai rencontré Mario St-Marie qui est consul général au consulat général du Canada en Australie ainsi que la déléguée commerciale Marie-Louise Hannan et la directrice des Affaires publiques, de la Culture et des Communications, Sharon Pinney. Je leur ai donné un aperçu du travail du Conseil national de développement économique des Autochtones et des institutions financières autochtones au Canada. Je leur ai aussi relaté ce que j'ai appris concernant l'excellent travail des organismes aborigènes de l'Australie. Le bureau du consulat général était content d'apprendre ces choses sur les initiatives et les organismes autochtones au Canada et en Australie puisqu'il n'est généralement pas au courant de ces questions. En effet, il met habituellement l'accent sur les entreprises et le commerce et, à ce titre, il était curieux d'en savoir plus sur les entreprises et le commerce aborigènes.

Pour mon séjour en Australie, la déléguée commerciale avait organisé une rencontre avec une femme d'affaires aborigène, Jasmin Herro. Mme Herro travaille dans le secteur minier et assiste régulièrement au salon de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (ACPE), le plus grand salon minier du monde, qui a lieu chaque année à Toronto. Elle m'a remis une copie de la politique d'approvisionnement aborigène de l'Australie et m'a expliqué que cette politique aide son entreprise. Elle a aussi vanté le Conseil national de développement des fournisseurs minoritaires des États-Unis, qui lui a permis d'obtenir une certification pour soumissionner des contrats aux États-Unis. Elle a indiqué qu'elle n'a jamais vu le nom d'un fournisseur autochtone du Canada dans ces réseaux. Elle a expliqué pourquoi le secteur de la fabrication en Australie est inexistant ou presque à cause surtout de la proximité des fabricants asiatiques. La plupart des produits de son entreprise sont également fabriqués en Chine, et elle a appris à naviguer dans le monde des contrats internationaux. Nous avons convenu de rester en

contact afin de favoriser l'établissement de liens entre les fournisseurs miniers autochtones et aborigènes.

Selon la directrice des Affaires publiques, de la Culture et des Communications, le bureau du consulat général a déjà contribué à la logistique destinée à la rencontre de certains musiciens autochtones du Canada avec des imprésarios de festivals de musique provenant de partout au monde lors d'un événement international tenu en Australie. Il a aussi aidé un des clients de Waubetek à participer à cet événement.

RECOMMANDATION : Que l'on envisage de fournir aux bureaux du consulat général dans certaines régions du monde des documents d'information, des renseignements et des liens sur des questions autochtones.

Qu'AADNC compare les politiques d'approvisionnement autochtone du Canada et aborigène de l'Australie pour repérer les approches et pratiques exemplaires.

Qu'AADNC détermine s'il est possible de faire en sorte que le Conseil national de développement des fournisseurs minoritaires du Canada profite davantage aux fournisseurs autochtones.

6) INDIGENOUS BUSINESS AUSTRALIA

La vision d'Indigenous Business Australia (IBA) est celle d'une nation dans laquelle les premiers habitants de l'Australie sont indépendants économiquement et font partie intégrante de l'économie. IBA est un organisme du gouvernement australien qui relève du Parlement et du ministre des Affaires aborigènes. Il travaille de concert avec les Aborigènes et les insulaires du détroit de Torres.

IBA contribue à la stratégie pour l'avancement des Aborigènes du gouvernement de l'Australie, laquelle vise à resserrer l'écart entre le niveau de vie des Aborigènes et celui des autres Australiens. À cet égard, IBA met l'accent sur l'accès à la propriété de maisons et d'entreprises ainsi que sur des investissements conjoints pour des besoins futurs. IBA existe depuis 2001. Il fait des affaires avec 19 entreprises et a investi dans 15 d'entre elles. Les investissements ont surtout été faits dans de grandes entreprises d'exploitation des ressources et des entreprises touristiques. Le rôle d'IBA se traduit parfois par la présence d'Aborigènes aux conseils d'administration d'entreprises dans lesquelles il a investi et par des contrats pour des fournisseurs aborigènes. L'an dernier, les entreprises aborigènes en Australie ont obtenu des contrats d'une valeur de 3,35 M$. IBA détient un actif d'un peu plus de 1 milliard de dollars, 556 prêts au logement et 75 prêts à l'entreprise. Pour l'aider à constituer son portefeuille, IBA a créé une société de placement immobilier,

qui est chargée d'acheter des biens immobiliers commerciaux dans de grands centres près des endroits où habitent beaucoup d'Aborigènes. Ses programmes de prêts à l'entreprise ont éprouvé des difficultés pour sensiblement les mêmes raisons qu'au Canada, comme le manque d'accès au capital en raison des faibles revenus des clients aborigènes, de leur manque de compétences en gestion des affaires et de l'absence d'infrastructure économique pour les entreprises, problèmes qu'IBA tente d'ailleurs de régler.

J'ai rencontré le directeur général d'IBA, Chris Fry, qui occupe ce poste depuis quatre ans et qui possède plus de 25 ans d'expérience du domaine bancaire. Il a également été président du comité directeur du développement de Mossman Gorge de l'Indigenous Land Corporation et membre du conseil d'administration de l'Indigenous Tourism Leadership Group. Auparavant, il a été détaché auprès d'un organisme aborigène grâce à un partenariat avec des entreprises aborigènes de Jawun, ce qui lui a permis d'apprécier et de mieux comprendre les questions touchant les Aborigènes. Il est venu au Canada à quelques reprises pour présenter des travaux d'IBA à divers groupes autochtones. IBA a ouvert la voie à des Aborigènes leur permettant de participer à l'économie générale de l'Australie. De plus, il publie une revue appelée « Inspire », qui présente des exemples de réussite concernant des Aborigènes ayant accédé à la propriété de leur maison ou de leur entreprise.

RECOMMANDATION : Que des liens permanents soient établis avec IBA, qui permettent d'échanger des idées sur la façon de régler des situations et des problèmes qui existent dans les deux pays. Bien que les institutions financières autochtones accordent déjà des prêts aux entreprises autochtones du Canada, il y aurait lieu d'examiner les programmes et services d'IBA pour voir s'il y a des éléments qui pourraient être créés ou adaptés ici, surtout en ce qui a trait à l'investissement de capitaux dans de grands projets et la création d'une société de placement immobilier. Même s'il existe des programmes de logement autochtones au Canada, nous recommandons la tenue d'un examen du programme de logement d'IBA pour voir s'il y a d'autres types de services et de prêts au logement possibles.

7) L'INSTITUT DE BATCHELOR

On m'a invitée à visiter une école de Batchelor, une petite ville du Territoire du Nord, où 60 % des jeunes sont des Aborigènes. L'école est un collège ou institut de formation, qui comporte aussi des classes d'enseignement primaire puisque l'école offrait au début un programme résidentiel destiné à toute la famille. Les jeunes Aborigènes proviennent de villages avoisinants, tandis que les plus vieux proviennent de diverses régions de l'Australie.

L'Institut Batchelor est dirigé par un Aborigène, Robert Somerville, qui a une solide formation scolaire. L'apprentissage et la réussite scolaire des Aborigènes lui tiennent fortement à cœur. L'institut offre divers programmes axés sur les besoins du Territoire du Nord, notamment un certificat d'agent de conservation, le tourisme, les arts et le commerce.

Ce qui distingue cet institut en particulier, c'est l'accent mis sur la compréhension des différentes cultures. L'une des pratiques adoptées est que les élèves portent le chandail de l'école (qui n'est pas tout à faire un uniforme) en guise d'unité et d'identité commune. La compréhension des cultures est imprégnée dans tous les programmes, ce qui semble être très efficace. Bien que l'école enregistre un bon taux de diplomation des jeunes du secondaire, le directeur indique que l'assiduité des élèves du primaire est un problème pour ceux qui doivent faire le trajet à partir de villages aborigènes, à cause de problèmes sociaux à la maison. Certains des élèves du primaire n'assistent pas à 60 % de leurs cours. Nous avons discuté de façons de contrer ces problèmes par des programmes après la classe et d'autres formes d'aide.

RECOMMANDATION : Que soit favorisée la création de liens entre l'Institut Batchelor et certains établissements d'enseignement comme l'Université First Nation en Saskatchewan et les écoles postsecondaires des Premières Nations afin d'échanger des renseignements, des pratiques exemplaires, etc. Je pense qu'il serait très utile d'échanger des idées pour nous aider à régler des problèmes auxquels les deux pays sont confrontés.

D. TABLE RONDE CANADA-AUSTRALIE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES AUTOCHTONES

La table ronde de deux jours était axée sur le développement économique, mais portait aussi sur d'autres questions, notamment le maintien de l'ordre et la défense (une copie du programme de la table ronde est jointe à titre de référence). Notre réunion a eu lieu à Darwin, en Australie, au bureau du Développement du Nord de l'Australie pour le Territoire du Nord. La formule adoptée était la suivante : un conférencier présentait un exposé sur un sujet en particulier devant une vingtaine de personnes, puis le groupe en discutait. Le ministre australien des Affaires aborigènes et le haut-commissaire du Canada en Australie étaient présents à la séance du premier après-midi.

J'ai animé deux séances, à la demande des organisateurs.

1) J'ai présenté les travaux du Conseil national de développement économique des Autochtones ainsi que ceux de Waubetek et du réseau des institutions financières autochtones. J'ai aussi fait un survol des entreprises autochtones. Le groupe était intéressé par les types d'entreprises appartenant à des Autochtones et le niveau de financement. Comme je l'ai déjà mentionné, l'une des seules sources de financement des entreprises aborigènes en Australie est par l'entremise d'IBA, et le nombre d'investissements à ce jour est limité, bien qu'en croissance.

2) L'investissement dans les infrastructures des collectivités, basé sur notre table ronde sur l'infrastructure nordique, est un autre point qui a intéressé le groupe. Les fonctionnaires du Territoire du Nord étaient très intéressés en raison des circonstances semblables. Ils étaient heureux d'en savoir davantage sur le rendement potentiel des investissements gouvernementaux. L'éloignement, l'infrastructure routière et la technologie à large bande sont des défis pour eux aussi dans le Territoire du Nord. Beaucoup de discussions et d'échanges ont eu lieu sur ces sujets.

D'autres sujets liés au développement économique ont été présentés.

1) L'emploi et l'entrepreneuriat chez les Aborigènes : Cet exposé a fait ressortir la nécessité de favoriser l'entrepreneuriat et l'emploi autonome pour atténuer le grave problème du chômage chez les Aborigènes. On a discuté de divers programmes visant à régler ces problèmes, qui existent en Australie et au Canada, notamment le modèle des institutions financières autochtones au Canada.

2) La démographie : Nous avons discuté des occasions et des défis en matière de développement économique des Aborigènes dans le Nord australien, attribuables à la démographie, par exemple la situation éloignée de nombreux villages aborigènes et la population dispersée sur un vaste territoire (situation semblable à celle du Nord canadien). La prestation des services, l'infrastructure et le transport sont des enjeux auxquels ils sont confrontés eux aussi.

3) Le patrimoine culturel aborigène : La production culturelle et les économies régionales de la terre d'Arnhem de l'Est et du Désert de l'Ouest – le développement durable. Cet exposé portait sur une étude menée dans le nord-ouest de l'Australie et des données sur le degré élevé de dépendance de l'économie aborigène de cette région de la vente d'œuvres d'art, d'artisanat et de musique. Bien que les recettes soient très modestes, il s'agit souvent de la principale source de revenu de la plupart des Aborigènes de cette région, ce qui est semblable à la situation dans le Nord canadien. Les résultats préliminaires de l'étude sont fondés sur des sondages menés auprès d'Aborigènes de cette région. L'exemple des coopératives de l'Arctique au Canada pourrait être un modèle à suivre en Australie.

Le reste de la table ronde a été consacré à la sécurité et à la question militaire. Parmi les représentants du Canada, notons le chef de l'unité autochtone de la GRC, le sergent Kurt Kamotzki, le chef de l'association des vétérans autochtones du Canada, Richard Blackwolf, et plusieurs Rangers canadiens qui offrent des services bénévolement surtout dans les régions de l'Arctique et de l'Ouest du Canada. Comme le maintien de l'ordre aborigène est un enjeu en Australie, les homologues australiens de ces représentants ont participé à la table ronde pour échanger certaines de leurs meilleures pratiques. Bon nombre de problèmes sont attribuables à la piètre situation socio-économique des Autochtones et des Aborigènes. J'ai écouté ce que s'est dit et j'ai beaucoup appris sur le maintien de l'ordre dans les deux pays (notamment une mise à jour sur le travail de la GRC concernant les femmes autochtones disparues ou assassinées).

Le haut-commissariat du Canada a aussi profité de l'occasion pour faire la promotion du Canada à Darwin. On a présenté un documentaire sur les coopératives de l'Arctique et leur travail avec les Inuits. Des photos représentatives de paysages du Canada ont été montrées lors d'une réception. Une réception militaire commémorant la présence du Canada à Darwin à la fin de la Deuxième Guerre mondiale a eu lieu. J'en ai profité pour rencontrer de nombreuses personnes que le Canada intéresse vivement. Bref, la table ronde a permis de parler de différentes approches et de nouvelles initiatives visant à combler les besoins des Autochtones et des Aborigènes. On pourrait adapter de nombreuses initiatives ou s'en inspirer pour aider nos deux pays.

RECOMMANDATION : Il serait très utile pour les deux pays de maintenir les liens qui ont été tissés entre les participants à la table ronde. Les buts, les espoirs et les idéaux des Autochtones et des Aborigènes sont très similaires. Les Australiens ont fait preuve d'imagination pour régler bon nombre de leurs problèmes. De notre côté, nous pouvons leur communiquer les mesures novatrices que nous avons prises.

Je recommande aussi que le Canada soit l'hôte d'une table ronde axée sur d'autres secteurs économiques, par exemple l'exploitation des ressources et le développement énergétique.

Dans presque toutes mes rencontres, mes interlocuteurs et moi avons parlé de la nécessité de rester en communication et d'inclure nos homologues de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis, entre autres, dans un réseau international. Grâce à la technologie, nous pouvons commencer à nous présenter des organismes semblables. Si le CNDEA ou moi-même pouvons contribuer à la réalisation de ce projet, je recommande fortement que nous y investissions de l'énergie.

E. RÉSUMÉ

J'ai recueilli une bonne somme de renseignements sous forme de rapports, de brochures, d'exposés et de publications, qui m'ont été remis pour diffusion. J'aimerais que l'on me suggère des façons de communiquer ou de distribuer ces renseignements.

En résumé, ce voyage m'a permis de recueillir une foule d'idées et de voir de près les résultats de bon nombre d'initiatives de l'Australie. Nous pouvons nous inspirer l'un de l'autre sur de nombreux points, non seulement en ce qui a trait aux Autochtones et aux Aborigènes, mais aussi concernant les organismes gouvernementaux et le secteur privé qui souhaitent promouvoir l'avancement significatif des partenariats avec les Autochtones et les Aborigènes. J'espère que ces recommandations seront utiles et pourront servir de point de départ à de nouvelles initiatives et à l'amélioration de mesures de façon positive et résolue.

Quant à l'occasion qui m'a été offerte de faire ce voyage, je tiens à remercier sincèrement le haut-commissaire du Canada, Paul Madison, et son personnel ainsi que le Secrétariat du Conseil national de développement économique des Autochtones pour toute l'aide qu'ils m'ont donnée. Je veux aussi remercier Waubetek de m'avoir libérée de mes fonctions le temps de participer à cet événement international. Je ne peux dire à quel point les renseignements, les idées et l'inspiration que j'ai reçus durant mon bref séjour en Australie me sont précieux, et c'est avec plaisir que je contribuerai à la promotion de la cause des Autochtones et des Aborigènes chaque fois que ce sera possible.

ROUNDTABLE PROGRAM

Canada-Australia Roundtable on Indigenous Economic Development

High Commission of Canada in partnership with Charles Darwin University

Dates and times

- 1.00pm (for 1.30pm start) to 5.15pm Wednesday 2 September 2015
- 8.15am (for 8.30am start) to 5.20pm Thursday 3 September 2015

Venue: Territory Conference Room, Northern Australia Development Office, Ground Floor, Development House, 76 The Esplanade, Darwin.

Map: 76 The Esplanade, Darwin

Parking: The Mitchel Centre is the closest secure parking: http://www.mitchellcentre.com.au/parking.html

Overview

The Roundtable has been developed by the High Commission of Canada in partnership with the Australian Centre for Indigenous Knowledges and Education (ACIKE) at Charles Darwin University (CDU). Professor Steven Larkin, Director of ACIKE, and PVC Indigenous Leadership at CDU, is our Chair for the Roundtable (on Wednesday afternoon and Thursday morning). Mr Nigel Browne, CEO, Larrakia Development Corporation, will chair the Thursday afternoon session. By bringing together Canadian and Australian leaders and researchers the roundtable provides the opportunity to identify important comparative insights into issues of shared concern for Indigenous communities, and in particular for remote Indigenous communities in both the Canadian North and the Australian North.

Aim of the Roundtable

The primary aim of the Roundtable is information sharing, and in general terms, to identify approaches which contribute to the economic development and wellbeing of Indigenous communities, with a particular emphasis on remote communities in Canada and Australia. The program covers a range of topics, however, there are many connections between these, so it is expected that participants will want to contribute to discussion in each session, from their perspective. Participants may want to consider the following general questions, however discussion need not be restricted to them:

- What is happening now? What are the gaps or opportunities?
- What facilitates success? (e.g., developments in Indigenous participation and leadership, developing community infrastructure, community capacity building, etc.)
- What impedes success?
- What are the components of a strategic approach?

Roundtable Participants

Roundtable Opening

High Commissioner to Australia, His Excellency Mr Paul Maddison

Senator the Hon Nigel Scullion, Minister for Indigenous Affairs, Australian Federal Government

Ms Bilawara Lee, Elder of the Larrakia Nation of Darwin

Attendees

Professor Steven Larkin (Roundtable Chair), Pro Vice-Chancellor Indigenous Leadership, and Director of the Australian Centre for Indigenous Knowledges and Education (ACIKE) at Charles Darwin University

Ms Dawn Madahbee (Keynote speaker), Vice Chair, National Aboriginal Economic Development Board (Canada), and General Manager, Waubetek Business Development Corporation

Ms Bridgette Bellenger, Executive Director, Northern Australia Development Office (NADO), Northern Territory Government

Mr Richard Blackwolf, President, Canadian Aboriginal Veterans and Serving Members Association

Mr Nigel Browne (Roundtable Chair for Thursday afternoon), CEO, Larrakia Development Corporation, Darwin

Mr Glynn Greenaway, Director of Indigenous Affairs, Department of Defence (Australia)

Captain Wade Jones and representatives of the Canadian Rangers (Wednesday program)

Sergeant Kurtis (Kurt) Kamotzki, Royal Canadian Mounted Police (RCMP) National Aboriginal Policing Services

Larrakia Nation Aboriginal Corporation representatives: Directors Mr Darryn Wilson and Ms Sharmane Siebert, and LNAC members Mr Tibby Quall and Ms Donna Jackson.

Ms Katya Petetskaya, Project coordinator, National Survey of Remote Indigenous Artists in Australia, Macquarie University

Ms Lisa Siebert, Australian Federal Police (AFP) Northern Territory, and Chair, Secretary and McLennan family representative for the Board of Directors of the Larrakia Nation Aboriginal Corporation

Dr Andrew Taylor, Senior Research Fellow, Northern Institute, Charles Darwin University

Professor David Throsby AO, Distinguished Professor, Economics, Macquarie University

Northern Territory Police Commander Katherina (Kate) Vanderlaan, Indigenous Employment, Recruitment and Selections (to be advised)

High Commission of Canada in Canberra

Colonel Acton Kilby, Canadian Defence Advisor

Peter Lambertucci, Police Liaison Officer (Counsellor), Royal Canadian Mounted Police (RCMP)

Mary Lou Hayman, Manager, Academic Relations and Public Affairs

Karen May, Assistant Manager, Academic Relations

Dean Barry, Citizenship and Immigration Canada (CIC)

Tony DosSantos, Canada Border Services Agency (CBSA)

Roundtable Program

Day 1 – Wednesday 2 September

1.00pm–1.30pm participants to arrive at the venue

1.30pm–2.00pm **Opening of the Roundtable**

- MC welcome
- Welcome to country, Ms Bilawara Lee, Larrakia Elder
- Professor Steven Larkin, Charles Darwin University
- Opening of the Roundtable by Senator the Hon Nigel Scullion, Minister for Indigenous Affairs
- High Commissioner to Australia, His Excellency Mr Paul Maddison

2.00–2.30pm **Afternoon tea**

2.30pm– 4.10pm **Session 1:** *Indigenous participation in the defence forces, and policing in remote communities*

- Opening remarks from Professor Larkin and introduction of the first session.
- Captain Wade Jones, Canadian Rangers, Presentation (30 minutes)
- *Roundtable discussion* (20 minutes)
- Presentation by Royal Canadian Mounted Police (RCMP)/NT police (30 minutes)
- *Roundtable discussion* (20 minutes)

4.10pm–5.00pm **Session 2:** *Keynote speaker*

- Dawn Madahbee, introducing her work with the National Aboriginal Economic Development Board (Canada), and as General Manager, Waubetek Business Development Corporation (25 minutes)
- *Roundtable questions/discussion* (25 minutes)

5.00–5.15pm **Professor Larkin closes first day**

Day 2 – Thursday 3 September

8.15am–8.30am participants arrive

8.30am–9.30am **Session 1**

Ms Dawn Madahbee, *Community infrastructure investment*

9.30am–11.00am **Session 2**

Professor Steven Larkin, Mr Nigel Browne and Dr Andrew Taylor, *Indigenous Employment & Indigenous Entrepreneurship*

- Professor Steven Larkin, *Indigenous Employment*
- Mr Nigel Browne, the work of the *Larrakia Development Corporation*

- Dr Andrew Taylor, *Demography matters: critical population related opportunities and challenges for Indigenous economic development*

11.00am–11.20am **Morning tea**

11.20am–12.00 **Session 3**

Ms Bridgette Bellenger, *NT Government Perspectives/White Paper on Northern Development/ Indigenous Economic Development Conference, Alice Springs, October 2015.*

12.00–1.00pm **Session 4**

Professor David Throsby and Ms Katya Petetskaya, *The value of Aboriginal cultural heritage: cultural production and regional economies in Eastern Arnhem Land and the Western Desert/ and sustainable development.*

1.00pm–1.45pm **Lunch**

1.45pm–2.30.00pm **Session 5**

Mr Glynn Greenaway, *Australian Defence's Indigenous programs and initiatives*

2.30pm–3.15pm **Session 6**

Sergeant Kurtis (Kurt) Kamotzki RCMP/NT police, policing in remote communities – *The Safe Home/Safe Community program and economic development*

3.15pm–3.45pm **Afternoon tea**

3.45pm–5.15pm **Plenary session**

5.15pm–5.20pm **Roundtable close** (Mr Nigel Browne)

Le Conseil national de développement économique des Autochtones
10 rue Wellington, 17e étage
Gatineau, (Quebec) K1A 0H4
819-953-2994
www.naedb-cndea.com